

Art. 3. Dit besluit treedt op 1 september 1992 in werking.

Art. 4. De Minister, bevoegd voor het hoger onderwijs, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 23 april 1993.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap,

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
M. LEBRUN

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,
M. DE GALAN

F. 93 — 1704

[S-C — 29300]

27 AVRIL 1993. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française fixant les modalités de stages pour l'obtention du diplôme d'accoucheuse, d'infirmier gradué et d'infirmière graduée

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 23 avril 1993 modifiant l'arrêté royal du 17 août 1957 portant fixation des conditions de collation des diplômes d'accoucheuse, d'infirmier ou d'infirmière, modifié par les arrêtés royaux des 11 juillet 1960, 27 octobre 1961, 24 décembre 1966 et 16 mai 1980;

Vu la directive du conseil des Communautés européennes du 27 juin 1977 visant à la coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant les activités de l'infirmier responsable des soins généraux (77/453/C.E.E.);

Vu la directive du conseil des Communautés européennes du 21 janvier 1980 visant à la coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant les activités de la sage-femme (80/155/C.E.E.);

Vu les lois sur le conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois du 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence spécialement motivée par la nécessité d'informer sans délai les établissements d'enseignement des nouvelles dispositions qui doivent être appliquées;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales et du Ministre des Affaires sociales et de la Santé;

Vu la délibération de l'Exécutif de la Communauté française du 23 avril 1993,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

Article 1er. § 1er. Par stage on entend cette partie de la formation en art infirmier-obstétrical où l'étudiant apprend, dans un cadre organisé et au contact direct avec une personne saine ou malade et/ou des groupes, sur base de connaissances et d'aptitudes acquises, à planifier, à dispenser et évaluer les soins infirmiers-obstétricaux requis. L'étudiant infirmier/infirmière ou accoucheuse se perfectionnera également dans l'organisation des soins infirmiers généraux ou obstétricaux notamment l'éducation sanitaire de personnes individuelles et de groupes restreints.

§ 2. Cet enseignement est dispensé dans des institutions ou services, tant hospitaliers qu'extra-hospitaliers, dans le cadre des soins de santé et de l'aide sociale, sous la direction d'enseignants infirmiers/accoucheuses et sous la responsabilité de l'établissement d'enseignement.

§ 3. Les « stages » organisés conformément aux §§ 1^{er} et 2 correspondent à ce qui est dénommé « enseignement clinique » dans les directives du conseil de la C.E.E. du 27 juin 1977 (77/453/CEE) et du 2 janvier 1980 (80/155/CEE) visant à la coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant les activités de l'infirmier responsable des soins généraux et de la sage-femme.

Tout au long de cet arrêté, les termes « stages » ou « enseignement clinique » seront employés indistinctement.

Art. 2. § 1er. L'enseignement clinique est dispensé dans des services de stage situés en Belgique et offrant les ressources cliniques, sociales et pédagogiques nécessaires à la formation technique, psychologique, morale et sociale des étudiants.

§ 2. Tous les services précités doivent être agréés par les instances compétentes conformément à la législation en vigueur.

§ 3. Le Ministre qui a la Santé dans ses attributions peut donner l'autorisation d'organiser des stages en dehors des frontières nationales aux écoles qui en font la demande de façon motivée et cela à concurrence de 10 % au maximum des quota fixés aux articles 6 et 7.

§ 4. Les établissements d'enseignement communiqueront chaque année à la direction générale de la Santé la liste des institutions et services au sein desquels des stages seront organisés.

CHAPITRE II — Conditions générales de validité

Art. 3. Pour être valable, l'enseignement clinique doit répondre aux conditions suivantes :

1^o la surveillance éducative des étudiants doit être placée sous la responsabilité d'un enseignant-infirmier gradué (ou -infirmière graduée) ou d'une accoucheuse; pour la troisième et la quatrième année d'études, l'enseignant-infirmier/accoucheuse doit de préférence être titulaire du diplôme de la finalité concernée;

2^o à partir de l'entrée en vigueur du présent arrêté, la personne chargée de la planification, de l'organisation et de la coordination des heures d'enseignement clinique, doit être un/une infirmier(ère) gradué(e) ou une accoucheuse, ayant une expérience utile d'au moins six ans dans l'enseignement infirmier;

3° les étudiants doivent rédiger des rapports de stage sur l'enseignement clinique suivi; ils doivent y prouver leur aptitude à l'analyse des soins infirmiers ou obstétricaux dont ils ont appris progressivement à assumer la responsabilité, en vue d'une évaluation de la démarche en soins infirmiers, ainsi qu'à la collaboration à la recherche scientifique;

les étudiants doivent en outre pouvoir intégrer progressivement les notions d'organisation et d'administration des services ou unités de stage à partir de divers concepts de soins.

CHAPITRE III — Conditions particulières de validité

Section I. — Conditions de validité pour les lieux de stage

Art. 4. § 1er. L'Enseignement clinique doit être organisé au sein de services ou unités de soins où les étudiants peuvent être formés à la dispensation des soins infirmiers ou obstétricaux. Ces services ou unités d'hospitalisation, résidentiels ou ambulatoires, doivent disposer d'une infrastructure et d'une organisation du travail infirmier répondant aux exigences de l'enseignement infirmier ou obstétrical.

En aucun cas il ne peut y avoir plus de trois infirmiers ou infirmières stagiaires ou accoucheuses stagiaires par infirmier ou infirmière ou par accoucheuse présent(e)s.

§ 2. Les conditions suivantes de fonctionnement et d'organisation doivent être satisfaites :

1° un contrat de stage doit être conclu par écrit entre l'établissement d'enseignement et l'institution de stage; ce contrat de stage a pour but de régler les relations entre l'établissement d'enseignement qui est responsable de la formation et l'institution de stage qui collabore à cette formation;

le contrat de stage doit porter au moins sur les points suivants : les noms des responsables tant de l'établissement d'enseignement que de l'institution de stage, le nombre d'étudiants par service, les années d'études, la durée et la répartition des stages dans le temps, l'assurance en responsabilité civile et l'encadrement des stages;

2° un dossier infirmier ou obstétrical adapté aux besoins du service et/ou de l'unité doit être systématiquement employé;

3° une collaboration doit être instaurée entre le département infirmier des hôpitaux et l'établissement d'enseignement, conformément aux règles fixées par le contrat de stage visé au 1°;

4° la preuve de discussions régulières concernant les patients et/ou l'adaptation des plans de soins doit être fournie par le service de stage;

5° le responsable du stage dans l'institution doit être le chef du département infirmier ou un infirmier ou une infirmière gradué(e) qui en tient lieu ou qui est lié sur le plan fonctionnel avec lui.

§ 3. En choisissant le service de stage, l'établissement d'enseignement veillera à ce que les étudiants soient confrontés à un éventail de situations sanitaires et/ou pathologiques et d'aspects psycho-médico-sociaux ainsi qu'à une diversité de soins infirmiers correspondant aux différents stades de formation.

Pendant les stages, les étudiants doivent avoir la possibilité d'assumer progressivement la responsabilité de certaines tâches.

Les étudiants doivent être à même de faire une évaluation méthodique des soins infirmiers ou obstétricaux.

Les expériences de formation acquises par les étudiants doivent faire l'objet d'une discussion avec les enseignants-infirmiers/accoucheuses et de préférence également avec l'infirmier(ère) responsable du service.

§ 4. Le Ministre qui a la Santé dans ses attributions peut, pour le choix du service ou de l'unité d'enseignement clinique, accorder une dérogation aux exigences spécifiques figurant aux articles 2 et 4, en particulier lorsqu'il s'agit d'expériences nouvelles en matière de soins de santé.

Section II. — Répartition de l'enseignement clinique

Art. 5. § 1er. Sauf cas de force majeure à apprécier par le Ministre ayant la Santé dans ses attributions, les stages ne sont pas organisés pendant les vacances de Noël, les vacances de Pâques et les vacances d'été.

§ 2. Les règles suivantes sont d'application au stage :

1° au cours de la 1ère et de la 2ème année d'études, l'heure du début et celle de la fin du stage ne peuvent être séparés que par un maximum de 10 heures;

2° au cours de la 3ème année d'études, 50 % au minimum des stages seront organisés selon l'horaire en vigueur dans les services et unités concernés;

3° seulement au cours de la 2ème et de la 3ème année d'études, des stages peuvent être organisés pendant le week-end et ce à concurrence de 9 week-ends au maximum répartis sur 2 années d'études.

§ 3. Les règles suivantes sont d'application au stage accompli la nuit :

1° au cours de la 1ère et de la 2ème année d'études, aucun stage ne peut être organisé la nuit;

2° au cours de l'année terminale des études conduisant à l'obtention du diplôme d'infirmier gradué hospitalier, pédiatrique, psychiatrique, au minimum 4 et au maximum 8 services de nuit doivent être organisés;

3° chaque prestation nocturne doit avoir une durée de 8 heures au minimum;

4° l'année terminale des études conduisant au diplôme d'accoucheuse peut comporter autant de services de nuit que les besoins de la formation le justifient;

5° l'exigence de la surveillance éducative prévue à l'article 3, 1° du présent arrêté n'est pas d'application pour le stage organisé la nuit et pendant le week-end;

6° au cours du stage nocturne, l'étudiant doit être placé sous la surveillance effective d'un(e) infirmier(ère) ou d'une accoucheuse présent(e) dans le service ou l'unité concernée.

§ 4. Le stage de jour comme de nuit, ne peut, en aucun cas, empêcher l'étudiant d'assister aux cours, ni enfreindre la réglementation sur la durée du travail en vigueur dans le secteur concerné.

Art. 6. L'enseignement clinique des première et deuxième années d'études d'infirmier ou d'infirmière gradué(e) ou d'accoucheuse doit comprendre au minimum 1100 heures à répartir comme suit :

1° 250 heures minimum d'enseignement clinique des soins infirmiers en médecine générale et spécialisée;

2° 250 heures minimum d'enseignement clinique des soins infirmiers en chirurgie générale et spécialisée;

3° 120 heures minimum d'enseignement clinique des soins infirmiers à la mère et à l'enfant, qui doivent permettre aux étudiants de participer aux soins dispensés tant aux accouchées qu'aux nouveau-nés et aux enfants sains et malades;

cet enseignement peut être organisé dans les maternités, les services pédiatriques, auprès d'enfants sains séjournant dans des crèches, des garderies, des écoles maternelles ou primaires, des hômes pour enfants, auprès d'enfants malades chroniques et d'enfants handicapés, dans les services de consultations centrées sur l'éducation sanitaire de la mère et de l'enfant;

4° 100 heures minimum d'enseignement clinique des soins infirmiers aux personnes âgées tant saines que malades. Cet enseignement peut être organisé dans les maisons de retraite, les maisons de repos et de soins, les service G et les centres de jour pour personnes âgées, ainsi que dans tout autre service agréé correspondant à des initiatives nouvelles dans le domaine des soins infirmiers aux personnes âgées; les stages auprès de déments sénile séjournant dans des institutions et unités de soins spécialisées sont organisés de préférence en deuxième année d'études;

5° 100 heures minimum d'enseignement clinique des soins de santé mentale et de psychiatrie; cet enseignement peut notamment être organisé dans les hôpitaux ou services psychiatriques, les services d'orientation psycho-sociale, les instituts médico-pédagogiques, les centres de santé mentale et de guidance familiale, les ateliers protégés, les habitations protégées, les centres de crise et les maisons de soins psychiatriques; cet enseignement sera dispensé de préférence en deuxième année;

6° 280 heures d'enseignement clinique des soins infirmiers au choix, à savoir 60 heures au choix des étudiants qui doivent être organisées dans une des disciplines citées ci-dessus et 220 heures au choix de l'établissement d'enseignement.

Le carnet de stage, y compris les rapports de visites d'études doivent fournir la preuve que l'étudiant s'est familiarisé, au cours des deux, premières années avec les soins de santé primaires.

Art. 7. § 1er. L'enseignement clinique au cours de l'année terminale des études conduisant à l'obtention du diplôme d'accoucheuse doit comprendre au minimum 700 heures à répartir dans les services suivants :

— consultations pour guidance pré et postnatale où annuellement au moins 100 examens doivent être effectués;

— salle de travail et salle d'accouchement;

— maternités (guidance et soins à l'accouchée et au nouveau-né);

— néonatalogie en section de soins néonataux non-intensifs (n) ou en service de soins néonataux intensifs (N).

L'enseignement clinique en soins obstétricaux comportera au moins les activités suivantes :

1° consultations de femmes enceintes comportant au moins cent examens prénataux;

2° surveillance et soins d'au moins quarante parturientes;

3° pratique par l'étudiant d'au moins quarante accouchements; lorsque ce nombre ne peut être atteint en raison de l'indisponibilité de parturiente il peut être ramené à trente au minimum, à condition que l'étudiant participe activement, en outre, à vingt accouchements;

4° participation active aux accouchements par le siège; en cas d'impossibilité liée à un nombre insuffisant d'accouchements par le siège une formation par simulation devra être réalisée;

5° pratique de l'épisiotomie et initiation à la suture; l'initiation comprendra un enseignement théorique et des exercices cliniques; la pratique de la suture comprend la suture des épisiotomies et des déchirures simples du périnée, qui peut être réalisée de façon simulée si c'est absolument indispensable;

6° surveillance et soins de quarante femmes enceintes, en cours d'accouchement ou accouchées, exposées à des risques;

7° surveillance et soins, y compris examen, d'au moins cent accouchées et nouveau-nés sains;

8° observation et soins de nouveau-nés nécessitant des soins spéciaux y compris ceux nés avant terme, après terme ainsi que ceux d'un poids inférieur à la normale ou malades;

9° soins aux femmes présentant des pathologies gynécologiques obstétricales.

Le carnet de stage, y compris les rapports des visites d'étude doivent fournir la preuve que l'étudiant s'est familiarisé avec les soins de santé primaires. Dans la mesure où il existe une possibilité d'organisation de stages dans des services extra-hospitaliers et services de soins à domicile, l'étudiant doit effectuer sa formation sous la responsabilité et en présence constante d'une accoucheuse responsable de la parturiente/accouchée.

§ 2. L'enseignement clinique au cours de l'année terminale des études conduisant à l'obtention du diplôme d'infirmier gradué hospitalier ou d'infirmière graduée hospitalière doit comprendre au minimum 700 heures réparties comme suit :

1° 150 heures minimum d'enseignement clinique des soins infirmiers en médecine générale et spécialisée;

2° 150 heures minimum d'enseignement clinique des soins infirmiers en chirurgie générale et spécialisée; cet enseignement clinique doit permettre à l'étudiant d'acquérir des compétences en matière de soins infirmiers à dispenser avant, pendant et après l'intervention chirurgicale;

les stages en service de médecine et de chirurgie doivent permettre à l'étudiant d'avoir une meilleure compréhension du diagnostic médical dans l'ensemble du processus des soins, de se familiariser avec l'application des nouvelles technologies médicales (par exemple la médecine nucléaire) et avec leur impact sur les soins infirmiers;

3° 80 heures minimum d'enseignement clinique des soins aux personnes âgées et de gériatrie;

4° 100 heures minimum d'enseignement clinique des soins à domicile et d'autres services de soins de santé primaires;

5° 220 heures minimum d'enseignement clinique des soins infirmiers au choix, à savoir 100 heures au choix des étudiants, qui doivent être organisées dans une des disciplines citées ci-dessus, et 120 heures au choix de l'établissement d'enseignement.

§ 3. L'enseignement clinique au cours de l'année terminale des études conduisant à l'obtention du diplôme d'infirmier gradué psychiatrique ou d'infirmière graduée psychiatrique doit comprendre au minimum 700 heures à répartir comme suit :

1° 250 heures minimum d'enseignement clinique des soins infirmiers dans les services hospitaliers psychiatriques et les maisons de soins psychiatriques destinés à l'admission, au traitement, à la guidance et à la réadaptation de patients aigus ou chroniques, où l'étudiant peut participer à divers programmes thérapeutiques destinés à des individus et/ou groupes et ce pour différentes catégories d'âge;

2° 150 heures minimum d'enseignement clinique des soins de santé primaires et extra-hospitaliers; cet enseignement peut notamment être organisé dans les services de santé mentale et de guidance, les ateliers protégés, les habitations protégées, les services de prévention et de traitement pour alcooliques et toxicomanes, et autres initiatives nouvelles agréées;

3° 100 heures minimum d'enseignement clinique des soins infirmiers généraux; cet enseignement peut être organisé dans les services de soins d'hôpitaux généraux.

4° 200 heures d'enseignement clinique des soins infirmiers au choix, à savoir 100 heures au choix de l'étudiant, qui doivent être organisées dans une des disciplines citées ci-dessus et 100 heures au choix de l'établissement d'enseignement.

§ 4. L'enseignement clinique au cours de l'année terminale des études conduisant à l'obtention du diplôme d'infirmier gradué pédiatrique ou d'infirmière graduée pédiatrique doit comprendre au minimum 700 heures à répartir comme suit :

1° 150 heures minimum d'enseignement clinique des soins infirmiers en chirurgie infantile générale et spécialisée; cet enseignement doit permettre à l'étudiant d'acquérir des compétences en matière de soins infirmiers à dispenser avant, pendant et après l'intervention chirurgicale;

2° 150 heures minimum d'enseignement clinique des soins infirmiers en pédiatrie générale et spécialisée;

3° 100 heures minimum d'enseignement clinique des soins infirmiers dispensés dans les sections de soins néonataux non intensifs et/ou auprès des nouveau nés séjournant dans les services de soins néonataux intensifs;

4° 100 heures minimum d'enseignement clinique des soins aux enfants ou groupes d'enfants dans le cadre des soins de santé primaires; cet enseignement peut être organisé notamment dans le cadre des consultations, des soins pédiatriques à domicile, dans des services d'observations pour enfants, des services à orientation sociale, des services pour enfants handicapés, des services de santé mentale et autres initiatives nouvelles agréées;

5° 200 heures d'enseignement clinique des soins infirmiers au choix, à savoir 100 heures au choix de l'étudiant qui doivent être organisées dans une des disciplines citées ci-dessus et 100 heures au choix de l'établissement d'enseignement.

§ 5. Dans chacun des domaines de stage précités, on peut consacrer au maximum 10 % du nombre minimum d'heures requis à des visites d'études, pour autant que les étudiants en fassent un rapport dans le carnet de stage. Le nombre total d'heures y consacrées peut s'élever au maximum à 80 heures au cours des deux premières années d'études d'infirmier(e) gradué(e) et au maximum à 40 heures au cours de l'année terminale des études conduisant à l'obtention du diplôme d'accoucheuse, d'infirmier(e) gradué(e) hospitalier(e) ou psychiatrique ou pédiatrique.

L'autorisation ministérielle citée à l'article 2 § 3, du présent arrêté n'est pas requise pour les visites d'étude effectuées à l'étranger.

§ 6. L'enseignement clinique des soins infirmiers comprendra, au cours des deux dernières années d'études conduisant à l'obtention du diplôme d'infirmier gradué social ou d'infirmière graduée sociale au minimum 1 100 heures.

1° ces heures doivent être effectuées dans des établissements faisant partie des groupes suivants :

a) groupe I : les établissements ou services dont les activités en matière de soins de santé sont particulièrement orientées vers la prévention primaire; ce groupe se subdivise à son tour en trois sous-groupes, en l'occurrence :

- les services de « L'Office de la naissance et de l'enfance »;
- les services d'inspection médicale scolaire, les centres P.M.S. et l'enseignement spécial;
- les services de la médecine du travail;

b) groupe II : les établissements ou services dont les activités en matière de soins de santé sont particulièrement orientées vers la prévention secondaire et tertiaire; ce groupe est à son tour subdivisé en quatre sous-groupes, à savoir :

- les services de santé mentale;
- les services de consultation pour maladies sociales;
- les services de réadaptation;
- les services de soins de santé extra-hospitaliers tels que la médecine de secteur, les centres de santé intégrés et les soins à domicile;

c) groupe III : les services sociaux ou médico-sociaux des établissements dont les activités sont particulièrement orientées vers le travail social, individuel et/ou collectif; ce groupe est à son tour subdivisé en trois sous-groupes, à savoir :

- le service social d'un établissement de soins (hôpitaux généraux, établissements psychiatriques, établissements pour personnes âgées);
- le service social d'un tribunal et protection de la jeunesse;
- le service social d'un centre public ou privé d'aide sociale;

2° ces heures doivent être réparties comme suit :

a) 150 heures minimum par groupe cité au 1° de ce paragraphe, soit 450 heures au total; le choix de l'enseignement clinique dans ces 3 groupes se fera en accord avec les étudiants; il tiendra compte des possibilités locales et devra recouvrir différentes catégories d'âge et différentes classes sociales;

b) 450 heures minimum en dernière année d'études au choix de l'étudiant lui permettant d'effectuer un travail médico-social plus complet qui devra faire l'objet d'un travail de fin d'études;

c) les étudiants doivent avoir effectué au cours de leur formation un stage de 100 heures minimum dans un service de soins à domicile;

d) 100 heures de stages complémentaires au choix de l'établissement d'enseignement;

e) on ne pourra en aucun cas dépasser 600 heures de stage dans le même établissement ou service.

Les établissements ou services qui n'auraient pas été choisis pour un stage de 150 heures au moins, doivent faire l'objet d'une visite et d'un rapport complet discuté en séminaire afin d'obtenir l'information sur le fonctionnement de ces établissements ou services. Les visites peuvent être considérées comme heures de stage à concurrence de 110 heures au maximum.

Art. 8. Pour chaque étudiant, il y a lieu de remplir un tableau récapitulatif de stages à soumettre au visa de la direction générale de la Santé à l'issue de l'année scolaire conduisant à l'obtention d'un des diplômes visés au présent arrêté.

Art. 9. § 1er Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur le 1er septembre 1992.

§ 2. L'A.M. du 18 décembre 1987 fixant les modalités de stages pour l'obtention des diplômes d'accoucheuse, d'infirmier gradué, modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 30.12.1991 est abrogé en ce qui concerne la Communauté française.

Art. 10. Le Ministre qui a la Santé dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 27 avril 1993.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,
M. LEBRUN.

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Mme M. DE GALAN

VERTALING

N. 93 — 1704

[C — 29300]

27 APRIL 1993. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap houdende vaststelling van regelen omtrent de stages tot het bekomen van het diploma van vroedvrouw, gegradueerde verpleger en verpleegster

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 23 april 1993 houdende wijziging van het koninklijk besluit van 17 augustus 1957, houdende vaststelling van de voorwaarden, waaronder het diploma van vroedvrouw, verpleger en verpleegster wordt toegekend, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 11 juli 1960, 27 oktober 1961, 24 december 1966 en 16 mei 1980;

Gelet op de richtlijn van de raad van de Europese Gemeenschappen van 21 januari 1980 inzake de coördinatie van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen betreffende de werkzaamheden van de verloskundige (80/155/EEG);

Gelet op de wetten op de raad van state, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de bijzonder dringende noodzakelijkheid de onderwijsinstellingen zonder verwijl in te lichten over de nieuwe toe te passen bepalingen;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen en van de Minister van Sociale Zaken en Gezondheid;

Gelet op de door de Executieve van de Franse Gemeenschap na de beraadslaging van 26 april 1993 genomen beslissing,

Besluit :

HOOFDSTUK I — Algemene bepalingen

Artikel 1. § 1. Onder « stage » wordt verstaan dat deel van de opleiding in de verpleegkunde-verloskunde waar de student in een georganiseerd kader en in rechtstreeks contact met een gezonde of een zieke persoon en/of groepen op grond van verworven kennis en vaardigheden de vereiste verpleegkundige-verloskundige verzorging leert plannen, verstrekken en evalueren op het niveau van zijn bevoegdheid. De student verpleger/verpleegster-vroedvrouw zal zich ook bekwalen in de organisatie van de algemene verpleegkundige of verloskundige verzorging, waaronder de gezondheidseducatie voor individuele personen en kleine groepen.

§ 2. Dit onderwijs wordt gegeven in instellingen en diensten zowel intra- als extramuraal in de gezondheids- en welzijnszorg onder de leiding van docent-verpleegkundigen/vroedvrouwen en onder de verantwoordelijkheid van de onderwijsinstelling.

§ 3. De « stages » georganiseerd overeenkomstig § 1 en § 2 komen overeen met de benaming « klinisch onderwijs » vermeld in de richtlijnen van de raad van de EEG van 27 juni 1977 (77/453/EEG) en 21 januari 1980 (80/155/EEG) inzake de coördinatie van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen betreffende de werkzaamheden van de verantwoordelijk algemeen ziekenverpleger en vroedvrouw.

De benaming « stages » of « klinisch onderwijs » worden in dit besluit zonder onderscheid gebruikt.

Art. 2. § 1. Het klinisch onderwijs gebeurt in stagediensten, in België gevestigd en die beschikken over de nodige klinische en pedagogische hulpmiddelen voor de technische, psychologische, morele en sociale opleiding van de studenten.

§ 2. Al de voornoemde diensten moeten erkend zijn door de bevoegde instanties overeenkomstig de vigerende wetgeving.

§ 3. De Minister tot wiens bevoegdheid de volksgezondheid behoort kan toelating verlenen om stage te organiseren buiten de landsgrenzen aan de scholen die daartoe op een gemotiveerde wijze verzoeken en dit ten belope van ten hoogste 10 % van de in de artikelen 6 en 7 bepaalde kwota.

§ 4. De onderwijsinstellingen delen elk jaar aan de algemene directie voor gezondheid de lijst mede van de instellingen en diensten waarin de stages worden georganiseerd.

HOOFDSTUK 2. — Algemene geldigheidsvoorwaarden

Artikel 3. Om geldig te zijn moet het klinisch onderwijs aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° het opvoedkundig toezicht over de studenten moet onder de verantwoordelijkheid vallen van een docent gegradueerde verpleger of verpleegster of vroedvrouw; voor de derde en vierde leerjaren is in hoofd van de docent verpleegkundige/vroedvrouw het diploma van de betrokken finaliteit bij voorkeur vereist;

2° vanaf het van kracht worden van dit besluit moet de persoon, belast met de organisatie, de coördinatie en de planning van de uren klinisch onderwijs een gegradueerde verpleger of verpleegster of een vroedvrouw zijn met ten minste zes jaar nuttige ervaring in het verpleegkundig onderwijs;

3° de studenten moeten stageverslagen opstellen over het genoten klinisch onderwijs; daarin moeten zij het bewijs leveren van bekwaamheid tot analyse van de verpleegkundige of verloskundige zorgen waarvoor zij op progressieve wijze de verantwoordelijkheid hebben leren opnemen, met het oog op de evaluatie van het verpleegkundig handelen, en tot medewerking aan het wetenschappelijk onderzoek;

bovendien moeten de studenten de noties organisatie en administratie van de stagediensten of -eenheden vanuit diverse zorgconcepten progressief kunnen integreren.

HOOFDSTUK III. — *Bijzondere geldigheidsvoorwaarden*

Afdeling I. — Geldigheidsvoorwaarden voor de stageplaatsen

Art. 4. § 1. Het klinisch onderwijs moet georganiseerd worden in verpleegdiensten of -eenheden waar de studenten kunnen opgeleid worden tot het verstrekken van verpleegkundige of verloskundige zorgen. Deze verpleegdiensten of -eenheden met hospitalisatie, residentieel of ambulante karakter moeten beschikken over een infrastructuur en een verpleegkundige organisatievorm die voldoet aan de vereisten inzake verpleegkundig of verloskundig onderwijs.

In geen geval mogen er niet meer dan drie stagiairs verpleegkundige verloskundige zijn per aanwezige verpleger, verpleegster of vroedvrouw.

§ 2. Er moet aan de volgende functionele en organisatorische voorwaarden voldaan worden :

1° er moet een stageovereenkomst worden gesloten tussen de onderwijsinstelling en de stageverlenende instelling. Deze stageovereenkomst heeft tot doel de verhoudingen te regelen tussen de onderwijsinstelling die verantwoordelijk is voor de opleiding en de stageverlenende instelling die aan deze opleiding medewerkt;

1° er moet schriftelijk een stageovereenkomst worden gesloten tussen de onderwijsinstelling en de stageverlenende instelling. Deze stageovereenkomst heeft tot doel de verhoudingen te regelen tussen de onderwijsinstelling die verantwoordelijk is voor de opleiding en de stageverlenende instelling die aan deze opleiding meewerkt;

de stageovereenkomst moet ten minste de volgende punten omvatten : de namen van de verantwoordelijken zowel van de onderwijsinstelling als van de stageverlenende instelling, het aantal studenten per dienst, de studiejaar, de duur en de spreiding van de stages in de tijd, de verzekering en de burgerlijke aansprakelijkheid en de begeleiding van de stages;

2° een verpleegkundig of verloskundig dossier aangepast aan de behoeften van de dienst en/of de eenheid moet systematisch gebruikt worden;

3° het verpleegkundig departement van de ziekenhuizen en de onderwijsinstelling moeten samenwerken, overeenkomstig de regeling bepaald in de in 1° voorziene stageovereenkomst;

4° de stagedienst moet het bewijs leveren van regelmatige patiëntenbespreking en/of bijsturing van verpleegplannen;

5° de verantwoordelijke voor de stage in de instelling moet het hoofd van het verpleegkundig departement zijn of een gegradueerde verpleger of verpleegster die deze functie vervult of die met hem op functioneel vlak verbonden is.

§ 3. Bij de keuze van de stagedienst moet de onderwijsinstelling er over waken dat de studenten met een waaier van gezondheids- en/of ziekte-toestanden en psycho-medisch-sociale aspecten alsook met een diversiteit aan verpleegkundige zorgen die met de verschillende stadia van de opleiding geconfronteerd worden met pathologische van overeenstemmen.

Tijdens de stages, moeten de studenten de mogelijkheid hebben om geleidelijk aan de verantwoordelijkheid voor welbepaalde taken op te nemen

De studenten in staat gesteld worden een methodische evaluatie te maken van de verpleegkundige of verloskundige zorgen.

De leerervaringen opgedaan door de studenten moeten besproken worden met de docenten-verpleegkundigen/vroedvrouwen en bij voorkeur ook met de verantwoordelijke verpleger/-ster van de dienst.

§ 4. De Minister tot wiens bevoegdheid de Gezondheid behoort, kan, wat de keuze betreft van de dienst of van de eenheid voor klinisch onderwijs, een afwijking van de specifieke vereisten toestaan vermeld in de artikelen 2 en 4, en in't bijzonder wanneer het nieuwe ervaringen inzake gezondheidszorg betreft.

Afdeling II. — Verdeling van het klinisch onderwijs

Art. 5. § 1. Behoudens in geval van overmacht die door de Minister tot wiens bevoegdheid de Gezondheid behoort, moet beoordeeld worden, worden de stages niet georganiseerd tijdens het kerst-, paas- en zomerverlof.

§ 2. De volgende regels zijn van toepassing op de stage :

1° tijdens het eerste en tweede leerjaar, mag er tussen het uur van het begin en van het einde van de stage ten hoogste een verschil van tien uren bestaan;

2° tijdens het derde leerjaar, worden ten hoogste 50 % van de stages georganiseerd volgens de uurregeling van toepassing in de betrokken diensten en eenheden;

3° slecht tijdens het tweede en het derde leerjaar, mogen de stages tijdens het week-end georganiseerd worden en dit ten belope van ten hoogste negen week-ends gespreid over de twee leerjaren.

§ 3. De volgende regels zijn van toepassing op de stage in de loop van de loop van 's nachts :

1° in de loop van het eerste en het tweede leerjaar mag er geen enkele stage georganiseerd worden;

2° in de loop van het laatste leerjaar dat leidt tot het bekomen van het diploma van gegradueerde ziekenhuis-, kinder-, psychiatrisch verpleger, moeten ten minste vier en ten hoogste acht nachtdiensten georganiseerd worden;

3° elke nachtprestatie moet ten minste acht uur bedragen;

4° het laatste leerjaar dat leidt tot het bekomen van het diploma van vroedvrouw moet evenveel nachtdiensten behelzen als de behoeften van de opleiding het vereisen;

5° de vereiste inzake opvoedkundig toezicht voorzien in artikel 3, 1° van dit besluit geldt niet voor de stage ingericht tijdens de nacht en in de loop van het week-end;

6° tijdens de stage 's nachts, moet de student onder het werkelijk toezicht van een verpleger-verpleegster of een vroedvrouw die aanwezig is in de betrokken dienst of eenheid gesteld worden geldende

§ 4. De stage die gedurende de dag of de nacht georganiseerd wordt, mag de student niet beletten de leergangen bij te wonen noch indruisen tegen de geldende arbeidsregeling van de betrokken sector.

Art. 6. Het klinisch onderwijs van het eerste en tweede leerjaar van de gegradueerde verpleger of verpleegster/vroedvrouw moet ten minste elf honderd uren omvatten die als volgt moeten verdeeld worden :

1° ten minste 250 uren klinisch onderwijs in de verpleegkunde in de algemene geneeskunde en medische specialiteiten;

2° ten minste 250 uren klinisch onderwijs in de verpleegkunde in algemene heelkunde en heelkundige specialiteiten;

3° ten minste 120 uren klinisch onderwijs in de verpleegkunde bij moeder en kind, welke de studenten moeten toelaten deel te nemen aan de zorgen zowel aan de kraamvrouwen, de pasgeborenen en de gezonde en zieke kinderen;

dat onderwijs kan georganiseerd worden in materniteiten, in pediatrie diensten, bij gezonde kinderen in crèches, peuterscholen, kleuter- of lagere scholen, kinder thuisen, bij chronisch zieke en gehandicapte kinderen, in raadplegingen gericht op gezondheidsopvoeding en moeder- en kindzorg;

4° ten minste 100 uren klinisch onderwijs in verplegingszorgen aan bejaarden die zowel gezond als ziek zijn. Dit onderwijs kan georganiseerd worden in rusthuizen, rust- en verzorgingstehuizen, G-diensten, dagcentra voor bejaarden en in andere erkende diensten die overeenkomen met nieuwe initiatieven in het domein van de verpleegkunde aan bejaarde personen; de stages bij demente ouderen in gespecialiseerde instellingen en verpleegenheden worden bij voorkeur in het tweede leerjaar georganiseerd;

5° ten minste 100 uren klinisch onderwijs in de geestelijke gezondheidszorg en de psychiatrie; dat onderwijs kan o. a. georganiseerd worden in ziekenhuizen of psychiatrische diensten, in diensten voor psycho-sociale oriëntatie, medisch-pedagogische instellingen, centra voor geesteshygiëne en familiale begeleiding, beschutte werkplaatsen, beschutte woningen, crisiscentra en psychiatrische verzorgingshuizen; dat onderwijs wordt bij voorkeur in het tweede leerjaar gegeven;

6° 280 uren klinisch onderwijs in de verpleegkunde naar keuze, te weten 60 uren naar keuze van de studenten, die moeten georganiseerd worden in een van de hierboven vermelde disciplines en 200 uren naar keuze van de onderwijsinstellingen.

Uit het stageboek, met inbegrip van de verslagen van studiebezoeken, moet tevens blijken dat de student in de loop van de eerste twee jaren in contact is gekomen met de eerstelijnsgezondheidszorg.

Art. 7. § 1. Het klinisch onderwijs in de loop van het laatste leerjaar dat leidt tot het bekomen van het diploma van vroedvrouw moet ten minste 700 uren omvatten die onder de volgende diensten moeten verdeeld worden :

— raadplegingen voor pre- en postnatale begeleiding waar jaarlijks ten minste duizend onderzoeken moeten verricht worden;

— arbeids- en verloskamer;

— materniteiten (begeleiding en zorgverlening aan de kraamvrouw en de pasgeborene);

— neonatologie in een dienst vóór non-intensieve neonatale zorgverleningen (n) of een dienst voor intensieve neonatale zorgverleningen (N).

Het klinisch onderwijs moet ten minste in de verloskunde volgende activiteiten omvatten :

1° onderzoek van en voorlichting aan zwangere vrouwen (ten minste 100 prenatale onderzoeken);

2° toezicht op en begeleiding van ten minste 40 zwangere vrouwen in partu;

3° eigenhandig verrichten van de student van ten minste 40 bevallingen; wanneer dit aantal niet kan worden bereikt, doordat er geen zwangere vrouwen beschikbaar zijn, kan dit aantal tot minimaal 30 worden teruggebracht, op voorwaarde dat de student daarnaast actief deelneemt aan 20 bevallingen;

4° actieve deelneming aan bevallingen in stuitligging. Alleen wanneer tijdens de opleiding onvoldoende vaginale bevallingen in stuitligging plaatsvinden, kan het klinisch onderwijs vervangen worden door een gesimuleerde situatie op het droge bekken;

5° verrichten van episiotomiën en het leren hechten de initiatie omvat een theoretisch onderwijs en klinische oefeningen; het hechten omvat het hechten van de episiotomiën en de gewone scheuringen van de bilnaad, dat gesimuleerd kan worden indien absoluut noodzakelijk;

6° toezicht houden op en verzorgen van 40 vrouwen bij wie gevaar voor complicaties bestaat tijdens de zwangerschap, tijdens de baring of na de bevalling;

7° toezicht op en verzorging, inclusief onderzoek, van ten minste 100 kraamvrouwen en gezonde pasgeboren baby's;

8° observatie en verzorging van pasgeborenen die special zorg nodig hebben o. a. te vroeg of te laat geboren, alsook zij die minder dan normaal wegen of ziek zijn;

9° verpleging van vrouwen met gynaecologische en obstetrische pathologie.

Uit het stageboek, met inbegrip van de verslagen van de studiebezoeken, moet tevens blijken dat de student zich vertrouwd heeft gemaakt met de eerstelijnsgezondheidszorg.

Voor zover de mogelijkheid bestaat, stages in te richten in de diensten voor extra-ziekenhuisgezondheidszorg en in de diensten voor thuisverzorging, moet de student zijn opleiding volbrengen onder de verantwoordelijkheid en in bestendige aanwezigheid van een vroedvrouw verantwoordelijk voor de zwangere vrouw in partu/na de bevalling.

§ 2. Het klinisch onderwijs in de loop van het laatste leerjaar dat leidt tot het bekomen van het diploma van gegradueerde ziekenhuisverpleger of -verpleegster moet ten minste 700 uren bedragen die als volgt moeten verdeeld worden :

1° ten minste 150 uren klinisch onderwijs in de verpleegkunde in de diensten algemene geneeskunde en medische specialiteiten;

2° ten minste 150 uren klinisch onderwijs in de verpleegkunde in de diensten algemene heelkunde en heelkundige specialiteiten; dat klinisch onderwijs moet de student toelaten zich te bekwamen in de verpleegkundige zorgen vóór, tijdens en na de heelkundige ingreep;

tijdens de stages van geneeskunde en heelkunde moet de student in staat gesteld worden inzicht te verwerven over medische diagnosesstelling in het geheel van het verpleegproces, eveneens moet de student kennis maken met de toepassing van nieuwe medische technologieën, zoals bijvoorbeeld kerngeneeskunde en hun impact op de verpleegkunde;

3° ten minste 80 uren klinisch onderwijs in de bejaardenzorg en geriatric;

4° ten minste 100 uren klinisch onderwijs in de thuisverzorging en andere diensten van de eerstelijnsgezondheidszorg;

5° ten minste 220 uren klinisch onderwijs in de verpleegkunde naar keuze, te weten 100 uren naar keuze van de studenten, welke moeten georganiseerd worden in één van de hierboven vermelde disciplines en 120 uren naar keuze van de onderwijsinstelling.

§ 3. Ioma van vroedvrouw moet ten mipsychiatrisch verpleger minste 150 uren klinisch onderw

1° ten minste 250 uren klinisch onderwijs in de verpleegkunde in de psychiatrische ziekenhuisdiensten en de psychiatrische verzorgingshuizen voor de opname, de handeling en de begeleiding en de readaptatie van acute of chronische patiënten/cliënten waar de student kan deelnemen aan diverse therapeutische programma's, individueel en/of groepen en dit bij verschillende leeftijdscategorieën;

2° ten minste 150 uren klinisch onderwijs in de eerstelijnszorg en de extra-ziekenhuis gezondheidszorg; dat onderwijs kan o.a. georganiseerd worden in de diensten voor geesteshygiëne en begeleiding, de beschutte werkplaatsen, de beschutte woningen, de diensten voor preventie en behandeling van alcoholisten, toxicomanen en andere nieuwe erkende initiatieven;

3° ten minste 100 uren klinisch onderwijs in de verpleegkunde in algemene diensten; dat onderwijs kan georganiseerd worden in de algemene diensten voor ziekenhuisverpleging;

4° 200 uren klinisch onderwijs in de verpleegkunde naar keuze, te weten 100 uren naar keuze van de student, welke moeten georganiseerd worden in één van de hierboven vermelde disciplines en 100 uren naar keuze van de onderwijsinstelling.

§ 4. Het klinisch onderwijs in de loop van het laatste leerjaar dat leidt tot het bekomen van het diploma van gegradueerde pediatriesch verpleger of -verpleegster moet ten minste 700 uren bedragen die als volgt moeten verdeeld worden :

1° ten minste 150 uren klinisch onderwijs in de verpleegkunde in de algemene en gespecialiseerde kinderheilkunde; dat onderwijs moet de student toelaten zich te bekwamen in de verpleegkundige verzorgingen vóór, tijdens en na de heilkundige ingreep;

2° ten minste 150 uren klinisch onderwijs in algemene en gespecialiseerde kindergeneeskunde;

3° ten minste 100 uren klinisch onderwijs in verpleegkunde bij de afdelingen voor niet-intensieve neonatale zorgverlening/of bij pasgeborenen in diensten voor intensieve neonatale zorgverlening;

4° ten minste 100 uren klinisch onderwijs in de zorgverlening aan kinderen of groepen van kinderen in de eerstelijnsgezondheidszorg; dat onderwijs kan inzonderheid georganiseerd worden in raadplegingen, pediatrische zorgverlening ten huize, observatiediensten voor kinderen, diensten met sociale oriëntering, diensten voor gehandicapten kinderen, diensten voor geesteshygiëne en andere nieuwe erkende initiatieven;

5° 200 uren klinisch onderwijs in de verpleegkunde naar keuze, te weten 100 uren naar keuze van de student, welke moeten georganiseerd worden in één van de hierboven vermelde disciplines en 100 uren naar keuze van de onderwijsinstelling.

§ 5. In elk van de bovengenoemde stagedomeinen mag maximum 10 % van het minimum vereiste aantal uren worden besteed aan studiebezoeken voor zover de studenten hierover verslag uitbrengen in het stageboek. Het totaal aantal eraan bestede uren mag maximum 80 uren bedragen in de loop van de eerste twee leerjaren van gegradueerde verpleger of verpleegster en maximum 40 uren in de loop van het laatste leerjaar dat leidt tot het bekomen van het diploma van vroedvrouw, gegradueerde ziekenhuis-, psychiatrisch of pediatriesch verpleger of -verpleegster.

De ministeriële toelating waarvan sprake in artikel 2, 63 van dit besluit is niet vereist voor studiebezoeken buiten het Belgisch grondgebied.

§ 6. Het klinisch onderwijs in de verpleegkunde omvat ten minste, in de loop van de laatste twee leerjaren die leiden tot het bekomen van het diploma van gegradueerde maatschappelijk verpleger of verpleegster, 1100 uren :

1° deze uren moeten gepresteerd worden in instellingen tot één van de volgende groepen behoren :

a) groep I : de instellingen of diensten waar het accent van de activiteiten inzake gezondheidszorg vooral gelegd wordt op het gebied van de primaire preventie; deze groep wordt op zijn beurt onderverdeeld in drie subgroepen, te weten :

- de diensten van de « Office de la naissance et de l'enfance »;
- de diensten voor medisch schooltoezicht, de PMS centra en het buitengewoon onderwijs;
- de diensten voor arbeidsgeneeskunde;

b) groep II : de instellingen of diensten waar het accent van de werkzaamheden inzake gezondheidszorg vooral gelegd wordt op het gebied van de secundaire en de tertiaire preventie en die op zijn beurt onderverdeeld wordt in vier subgroepen :

- de diensten voor geestelijke gezondheidszorg;
- de consultatiebureaus voor sociale ziekten;
- de revalidatiediensten;
- de diensten voor extra-ziekenhuis gezondheidszorg, zoals sectoriële geneeskunde, geïntegreerde gezondheidscentra en thuisverzorging;

c) groep III : de sociale of medisch-sociale diensten in instellingen waar het accent van de werkzaamheden vooral gelegd wordt op het gebied van het uindividueel maatschappelijk werk en/of groepswork en die op zijn beurt onderverdeeld wordt in drie subgroepen, te weten :

- de sociale dienst van een verzorgingsinstelling, zoals algemene ziekenhuizen, psychiatrische instellingen, bejaardeninstellingen;
- de sociale dienst van een rechtbank en jeugdbescherming;
- de sociale dienst van een openbaar of privé-centrum voor maatschappelijk welzijn;

2° deze uren moeten als volgt verdeeld worden :

a) ten minste 150 uren per groep vermeld in 1° van deze paragraaf, te weten 450 uren in totaal; de keuze van het klinisch onderwijs binnen deze drie groepen wordt in overleg met de studenten gemaakt; bij deze keuze wordt er rekening gehouden met de plaatselijke mogelijkheden en moeten verschillende leeftijdscategorieën en sociale klassen betrokken worden;

b) ten minste 450 uren in het laatste leerjaar naar keuze van de student, waarbij hem de gelegenheid wordt geboden een meer volledige medisch-sociale werkzaamheid uit te oefenen waarover de student op het einde van zijn studies een eindwerk moet indienen;

c) de studenten moeten inde loop van de opleiding een stage van ten minste 100 uren in een dienst voor thuisverpleging hebben gedaan;

d) 100 uren aanvullende stages naar keuze van de onderwijsinstelling;

e) in geen enkel geval mag meer dan 600 uren stage in éénzelfde instelling of dienst georganiseerd worden. De instellingen of diensten die niet werden uitgekozen voor een periode van ten minste 150 uren moeten het voorwerp uitmaken van een bezoek en een volledig verslag dat besproken wordt in een groepsgesprek ten einde inlichtingen te verkrijgen over de werking van deze instelling of diensten. Deze bezoeken kunnen als stage-uren worden beschouwd ten belope van ten hoogste 110 uren.

Art. 8. Voor iedere student moet een overzichtstabel van de stages worden ingevuld die aan het visum van de algemene directie voor gezondheid moet voorgelegd worden op het einde van het schooljaar dat leidt tot het bekomen van één van de in dit besluit bedoelde diploma's.

Art. 9. § 1. De bepalingen van dit besluit treden in werking op 1 september 1992.

§ 2. Het M.B. van 18 december 1987 houdende vaststelling van regelen omtrent de stages tot het bekomen van het diploma van vroedvrouw, gegradueerde verpleger en -verpleegster, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 30 december 1991, wordt opgeheven wat de Franse Gemeenschap betreft.

Art. 10. De Minister tot wiens bevoegdheid de Gezondheid behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 27 april 1993.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap,
De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
M. LEBRUN

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,
Mevr. M. DE GALAN

F. 93 — 1705 **MINISTERE DE L'EDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION**

25 MAI 1993. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 21 octobre 1992 portant création du Conseil pédagogique de l'enseignement de la Communauté française

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 17 février 1992 portant règlement de son fonctionnement;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 21 octobre 1992 portant création du Conseil pédagogique de l'enseignement de la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 2 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 21 octobre 1992 portant création du Conseil pédagogique de l'enseignement de la Communauté française est remplacé par les dispositions suivantes :

Art. 2. § 1^{er}. Le Conseil a pour mission :

1^o d'adresser aux Ministres de l'Enseignement et de l'Education, chacun pour ce qui le concerne, des avis et propositions relatifs au projet éducatif et aux grandes options pédagogiques;

2^o de coordonner l'action pédagogique des établissements d'enseignement de la Communauté française;

3^o d'adresser au Ministre concerné des avis et des propositions en vue d'améliorer le fonctionnement de l'enseignement de la Communauté française;

4^o d'inventorier, évaluer et promouvoir les expériences pédagogiques menées dans l'enseignement de la Communauté française.

§ 2. Le Conseil adresse ses avis et ses propositions au Ministre concerné. Une copie des avis, propositions et procès-verbaux des réunions est également transmise à l'Administrateur général de l'Organisation des Etudes. S'il échet, celui-ci fait part de son avis au Ministre concerné.

Art. 3. A l'article 12 de l'arrêté précité, il est inséré entre « à charge » et « du budget » les termes suivants : « de la division organique de l'Organisation des Etudes ».

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} mai 1993.

Bruxelles, le 25 mai 1993.

Pour l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

M. LEBRUN

Le Ministre de l'Education,

E. DI RUPO

VERTALING

N. 93 — 1705 **MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING**

25 MEI 1993. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 21 oktober 1992 tot oprichting van de pedagogische raad voor het onderwijs van de Franse Gemeenschap

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 17 februari 1992 houdende regeling van haar werking;